



(Suite de la page 1)

ter la responsabilité à l'interlocuteur et de faire admettre qu'aucune entente, définitivement, n'est possible avec lui.

« L'issue est en vue », a dit De Gaulle à Toulon.

Où, mais... Il a ajouté : « ...Quelle quelle soit. »

Jamais avant ce voyage en Corse et en Provence De Gaulle n'avait donné autant de précisions sur la façon dont il concevait le départ de l'Algérie dans le cas où la négociation n'aboutirait à aucun accord. Et l'on a remarqué même une inflexion de sa pensée vers une thèse chère à M. Debré. Il ne s'agit plus du regroupement des populations fidèles à la France, en vue de leur embarquement à plus ou moins long terme, mais d'un véritable partage. Dans la première expression, c'était la solution du désespoir et il convenait de tout faire pour l'éviter. Dans la seconde, ce peut être la formule à laquelle ON VERT aboutir pour des raisons de politique intérieure, pour désamorcer les périls O.A.S., avec toutefois cette nécessité, au préalable, de décourager la volonté de paix du peuple français en lui faisant admettre qu'il n'y a pas d'autre choix.

COMLOT CONTRE LA PAIX

Offrir, en gage de réconciliation, cette victoire à l'O.A.S., on en rêve dans certains cabinets ministériels. Jamais tant de forces ne se sont coalisées pour faire pression dans ce sens. La dernière trouvaille a été de faire en sorte que l'opinion soit persuadée que la représentation des musulmans d'Algérie par le F.L.N. — enfin reconnue — a, pour contrepartie, une égale représentation des Européens par l'O.A.S.

C'est un député U.N.R., M. Pasquini, qui l'affirme à l'Assemblée nationale, aux applaudissements des représentants patentés de l'O.A.S. dans l'hémicycle. C'est ce même M. Pasquini qui prend l'initiative de la création d'un intergroupe parlementaire pour le sabotage de la négociation. Par qui est-il téléguisé sur la même rive de la Seine où se trouve le Palais Bourbon ?

UN COMMISSAIRE principal assassiné à El Biar par l'O.A.S.

Le commissaire principal René Joubert, chargé de la lutte contre l'O.A.S., a été tué hier soir, au cours d'une fusillade déclenchée par des inconnus circulant à bord de trois voitures, alors qu'il se trouvait au bar « Universal » à El Biar, banlieue d'Alger.

Les attentats au plastique — qui ont largement dépassé la trentaine au cours des dernières vingt-huit heures — ont fait trois blessés : deux soldats du contingent et un enfant.

Parmi les immeubles et appartements visés par les attentats à l'explosif figure à Hydra une villa qui avait été occupée par M. Coup de Fréjac.

Divers attentats ont été signalés à Oran et à Blida. Cinq militants, parmi lesquels un ancien CRS, ont été arrêtés.

Toujours à Oran, un tract de l'OAS diffusé dans la ville recommande aux Oranais, sur ordre des ex-généraux Salan et Jouhaud, d'observer les consignes suivantes :

- 1. Vendredi, entre 19 h 30 et 20 heures, concert de casse-pots sur le thème : Algérie française.
2. Samedi 11 novembre, pavloiser abondamment en tricolore balcons et fenêtres.
3. S'abstenir de toute manifestation et surtout ne pas participer, à quelque titre que ce soit, aux cérémonies officielles prévues par les autorités de fait.
Deux attentats (dont l'un à la grenade) ont fait un mort et six blessés à Oran et, à Mostaganem, deux attentats à la grenade ont fait un mort et quatorze blessés.

En même temps les gens de l'O.A.S., s'efforcent de masquer leur véritable visage, affirment ostensiblement leur présence comme formation politique et se nomment d'une caution parlementaire.

Hier, dans la discussion du budget des forces armées, un amendement a été déposé qui demande la réduction du service militaire à 18 mois et la mobilisation de huit classes en Algérie. On a aussitôt donné à ce texte le nom de « amendement Salan ». Il reprend, en effet, avec une rare impudence, un des thèmes favoris de la démagogie O.A.S.

Tout cela vise à créer dans les milieux politiques, tout cela tend à faire prédominer sur toutes les peurs qui assaillent le personnel politique, la crainte de l'accord avec le F.L.N., considéré comme générateur de troubles graves. Alors que le général De Gaulle parcourt les routes et sème des paroles d'espoir, il laisse dans le même temps se tramer entre Paris et Alger, non pas un putsch au sort aventureux, mais le plus dangereux complot contre la paix.

G. R.

LES SENATEURS VEULENT QUAND MEME UNE COMMISSION D'ENQUETE

sur les événements du 17 octobre

La commission des lois du Sénat a entendu, hier après-midi, un exposé de M. Pierre Marcellhac (N.I.) sur la proposition de résolution de MM. Antoine Courrière (Soc.) et Gaston Defferre (Soc.) tendant à la nomination d'une commission parlementaire d'enquête sur les incidents consécutifs aux manifestations musulmanes des 17 et 18 octobre derniers.

La commission a pris la décision de changer la teneur de la résolution, après avoir entendu M. Marcellhac qui a examiné les points de griefs soulevés par ce texte.

Elle est donc ainsi conçue : « Le Sénat décide de nommer une commission d'enquête sur les événements du 17 octobre 1961 qui ont causé une grave perturbation de l'ordre public, des violences sur les personnes, certaines ayant entraîné la mort, ainsi que sur les événements antérieurs au 17 octobre 1961 et dans lesquels des musulmans français ont été impliqués, dans la mesure où une information judiciaire n'est pas ouverte à leur sujet. »

Cette commission d'enquête sera composée de 12 membres ; son rapport sera publié.

D'autre part, le bureau du parti radical déclare, dans un communiqué :

« Sans méconnaître l'épreuve physique et morale imposée à la police de Paris par les attentats terroristes, lâchement perpétrés contre elle et la difficulté immense de sa tâche, le parti radical-socialiste ne saurait faire sa désapprobation des procédés de violence et d'inspiration raciste employés, lors de récentes manifestations musulmanes de Paris, par une minorité des forces de l'ordre et qui ont abouti à l'ouverture d'une information judiciaire. »

CONTRE LE RACISME Rassemblement samedi carrefour de l'Odéon

Contre les méthodes de violence raciale, pour la négociation avec le G.P.R.A., pour protester contre l'envoi du contingent en Algérie, contre l'appel à dix-neuf associations d'étudiants, dont les Jeunes PSU et communistes, les étudiants d'outre-mer et les conseils d'étudiants du Mouvement de la Paix ont lancé un appel. Elles demandent au jeunes de se rassembler le samedi 18 novembre, à 19 heures, au carrefour de l'Odéon.

12. le novembre 1961.

préfeture de police... quant à l'Algérie... dans

aux énormes besoins du rapatriement démographique d'Orly : le 1er janvier scolaire était déjà de 2.890 enfants ; en 1960, il y avait 3.218 enfants ; 3.802 en 1961. Qu'on se réfère aux chiffres plus haut et l'on constatera que malement, devrait être une raison de risque de prendre le caractère d'un désastre.

Le ministre de l'Education nationale, on a l'impression que les crédits allaient être accrus, mais ce n'est pas le cas, sous toutes les formes qui pourraient être nécessaires.

DEPARTMENT eau président équatorienne

Le président de la République équatorienne, le docteur M. Arosemena, l'adversaire n°1 du nouveau gouvernement, a été expulsé du pays.

Le président de la République équatorienne, le docteur M. Arosemena, l'adversaire n°1 du nouveau gouvernement, a été expulsé du pays.

A l'Assemblée nationale M. MESSMER :

La soupe est meilleure mais les 28 mois demeurent...

Les dépenses militaires s'élèveront en 1962 à 17 milliards 274 millions de NF, en augmentation de 456 millions sur 1961 (soit 45 milliards d'AF). C'est ainsi que M. Messmer, ministre des Armées, a ouvert, hier, le débat sur les crédits militaires.

Les effectifs s'élèvent à 1 million 879 officiers sous-officiers et hommes de troupe. Bien que décidée, la réduction du service militaire est très problématique. Elle est fonction de la situation internationale.

Mais, a annoncé le ministre, la prime d'alimentation et la prime de chauffage sont en légère augmentation. La soupe sera meilleure.

Qué nous a appris le débat ? La construction de l'usine des isotopes (pour l'armement atomique) évaluée à 60 milliards en 1957, coûtera 250 milliards, et il y aura sans doute de la rabibagie.

Selon M. Paul Reynaud, nous avons des réserves inattraits. Selon M. Bergasse, qui, blackboulé de la présidence du groupe des indépendants, tient à assurer celle de la commission de la Défense nationale, les chefs de la 1ère armée ont le plus mauvais moral.

C'est le principe de l'indétermination qui leur a donné le premier choc : a-t-il dit, le mythe du « royaume du ciel » des officiers ne l'ont pas compris. Voulu être digne de la succession de M. François Valentin, leader des « ultras-modérés », le député de Marseille se fait l'avocat des officiers du putsch et demande des sanctions contre la presse qui les a dénoncés.

M. Bisgal n'aime pas le colonel Debrasse, qui commandait la gendarmerie demeurée fidèle au moment du putsch et l'abbé Laudrein accuse les objectifs de conscience d'être la cause de tous nos maux.

Des milliards ont été gaspillés pour constituer une coque de sous-marin atomique qui ne peut être utilisée faute de propulseurs et de combustible : des sanctions ont-elles prises contre les

des la veille et qui, ont suivi dans le courant de la journée. On a noté cependant l'insistance avec laquelle le général lançait une fois de plus un appel aux ultras : « Quant à côté des Français qui, de l'autre côté de la mer, ont l'air de manifester et qui manifestent même par leurs actes, qui sont prêts à agir et qui agissent en dehors de la France, je les adjure de revenir à l'unité nationale : c'est la condition de leur propre salut et c'est l'existence de la patrie... »

Dans l'ensemble, l'accueil réservé au chef de l'Etat paraît, même compte tenu de la pluie, moins chaleureux qu'il ne l'était jusqu'à présent.

Des magistrats suspectés

Les services de sécurité, pour autant, ne se sentent pas complètement rassurés. A preuve le camouflet infligé aux magistrats du Var qui avaient osé déposer leurs valises au palais de justice, et les-ci devant être soumises par la D.S.T. à un « détecteur de mines » avant d'être rendues à leurs propriétaires afin qu'ils puissent passer leur robe en prévision de la présentation des corps constitués à la préfecture.

Le tempérament chaleureux et bon enfant des Marseillais indiffère-t-il l'impression générale de réserve qu'a donnée ce voyage ? On peut en douter à considérer d'une part l'absence d'enthousiasme des villes voisines, généralement accueillantes et volontiers exubérantes, et d'autre part les consignes d'abstention lancées par de nombreux syndicats ; les unions départementales C.G.T., C.F.T.C. et F.O. ont, en effet, invité leurs adhérents à s'abstenir de participer aux manifestations officielles. Même attitude de la F.E.N., du S.N.I. et des étudiants des Bouches-du-Rhône.

Le « vrai » budget : 212 milliards

M. Villon (com.), a dénoncé le véritable budget qui, avec tous les crédits dissimulés dans les budgets des autres ministères, s'élève à 21.200 millions de NF (212 milliards d'AF), soit 33 p. 100 des dépenses de l'Etat. Il souligne la mansuétude du pouvoir à l'égard des officiers factieux. Il se prononce contre l'abaissement de l'âge d'appel à 19 ans. Et, en conclusion, applaudit par quelques socialistes le député communiste de l'Allier a déclaré :

La charge des dépenses militaires est trop lourde. Elle peut être allégée, il faut, pour cela, arrêter la guerre d'Algérie, rapatrier immédiatement le contingent, ramener tout de suite la durée du service militaire à 24 mois, puis revenir rapidement à la durée légale de 18 mois. Orientez-vous vers la coexistence pacifique, et le désarmement général universel et contrôlé.

préfeture de police... quant à l'Algérie... dans... L'opinion... dans... de l'Assemblée nationale... M. MESSMER :... La soupe est meilleure... mais les 28 mois demeurent... Les dépenses militaires... Les effectifs... Mais, a annoncé le ministre... Qué nous a appris le débat ?... Selon M. Paul Reynaud... Selon M. Bergasse... M. Bisgal n'aime pas le colonel Debrasse... Des milliards ont été gaspillés... Le « vrai » budget : 212 milliards... M. Villon (com.) a dénoncé le véritable budget... La charge des dépenses militaires est trop lourde... Arrêter la guerre d'Algérie... rapatrier immédiatement le contingent... ramener tout de suite la durée du service militaire à 24 mois... puis revenir rapidement à la durée légale de 18 mois... Orientez-vous vers la coexistence pacifique, et le désarmement général universel et contrôlé.